



**EXTRAIT**  
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**  
**séance du 7 décembre 2021**

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

**2021 - 204      EVOLUTION DU TEMPS DE TRAVAIL**  
**MISE EN ŒUVRE**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 26 novembre 2021, s'est réuni le mardi 7 décembre à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjointes :

Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Nora Mekia ADDAD, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL  
(Prend part aux délibérations N°196 à N°218)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE  
Madame Marie-Madeleine GUALLINO  
Monsieur Franck BARBEY  
Madame Magali CONESA  
Madame Myriam LAZREUG  
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE  
(Prend part aux délibérations N°235 à N°240)

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Stéphane CASSARINI

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN  
Monsieur Ali AMRANE à Monsieur le Maire  
Madame Marie-Madeleine GUALLINO à Madame Claude MASCARELLI  
Monsieur Franck BARBEY à Madame Mélanie ZARRILLO  
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE  
Madame Myriam LAZREUG à Jean-Paul CAMERANO  
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD  
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Mékia Noura ADDAD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 novembre 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

**2021 - 209      REQUALIFICATION DE L'ILOT ROUSTAN  
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE**

**2021 - 211      AVENANT AU BAIL EMPHYTEOTIQUE ANCIENNE CASERNE DE GENDARMERIE**

DU 7 DECEMBRE 2021

**EVOLUTION DU TEMPS DE TRAVAIL – MISE EN ŒUVRE**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Afin d'harmoniser la durée légale du temps de travail, l'article 47 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique (JORF n° 0182 du 7 août 2019) a modifié l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et abroge le fondement légal ayant permis le maintien de régimes dérogatoires à la durée légale du travail (1607 heures). La ville de Grasse a entrepris une démarche globale de révision des règles relatives au temps de travail applicables au sein de la collectivité.

**INCIDENCE BUDGETAIRE**

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
RESSOURCES HUMAINES	CHAPITRE 012	

Madame Valérie COPIN expose :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique (article 47) ;

Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;

Vu la loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique qui organise la suppression des régimes dérogatoires aux 35 heures maintenus dans certains établissements et collectivités territoriaux et un retour obligatoire aux 1607 heures ;

Vu l'avis du Comité Technique en date du 9 novembre 2021 ;

Considérant que la définition de la durée du temps de travail s'inscrit dans les principes de l'article 25 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant « droits et obligations des fonctionnaires » qui dispose « les fonctionnaires et agents non titulaires de droit public consacrent l'intégralité de leur activité professionnelle aux tâches qui leur sont confiées ».

Considérant qu'en application des décrets n°2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat, et n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale, et notamment ses articles 1 et 2, la durée légale du temps de travail dans la fonction publique territoriale et ses modalités d'application ont été fixées à 1600 heures par an auxquelles s'ajoute la journée de solidarité, représentant ainsi un total de 1607 heures.

Considérant que le protocole d'accord relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail existant à la ville de Grasse depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002, adopté par délibération du 14 janvier 2002, a continué de s'appliquer à notre collectivité jusqu'au 31 décembre 2021 ;

Considérant que cette démarche globale de révision du protocole d'accord sur l'aménagement et la réduction du temps de travail a pour objectifs :

- De se conformer à la réglementation en vigueur ;
- D'adapter le temps de travail dans les meilleures conditions en tenant compte des besoins réels des services et de leur évolution dans le temps ;
- D'harmoniser les modalités de mise en œuvre avec celles en vigueur au sein de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et du Centre Communal d'Action Sociale de la ville de Grasse ;
- D'augmenter la durée du service afin d'accroître l'efficacité et le rendement du service en améliorant la disponibilité des agents ;
- De construire un dispositif favorisant la maîtrise des dépenses de fonctionnement ;

Considérant qu'après dix-neuf ans de référence à ce protocole d'accord applicable aux agents de la ville de Grasse, l'autorité territoriale souhaite en réviser le contenu afin de mettre en œuvre les 1607 heures et de moderniser l'organisation en alliant nécessités de service et qualité de vie au travail et qu'il convient, pour appliquer cette nouvelle disposition, de ne pas conserver les trois jours fériés locaux et les deux jours de congés annuels supplémentaires appliqués à la collectivité dans le nouveau dispositif ;

Considérant que les modalités de mise en œuvre ont été proposées par l'Administration aux directeurs afin que ceux-ci, au regard des besoins de leurs directions, proposent à la Direction Générale, au cours du dernier trimestre 2021, une organisation du temps de travail adaptée de telle sorte que l'ensemble des structures communales répondent aux exigences réglementaires à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022.

Considérant qu'il a été nécessaire d'établir un décompte général du nombre de jours travaillés par an qui sert de référence pour chaque année et que le nombre d'heures effectuées par semaine dans le cycle hebdomadaire a été défini sur la base d'un total de 228 jours en moyenne travaillés dans l'année.

Considérant qu'à partir de ce nombre de jours travaillés, il est proposé plusieurs cycles hebdomadaires dont les choix devront rester homogènes au sein de chaque service.

Quatre cycles hebdomadaires sont proposés selon les besoins du service :

- Un cycle hebdomadaire de 35 heures sans compensation de jour de RTT.  
OU
- Un cycle hebdomadaire de 36 heures avec une compensation arrondie à 6 jours de RTT par an.  
OU
- Un cycle hebdomadaire de 37 heures avec une compensation arrondie à 12 jours de RTT par an.  
OU
- Un cycle hebdomadaire de 38 heures avec une compensation arrondie à 18 jours de RTT par an.

Considérant que la circulaire n°NOR MFPF1202031C du 18 janvier 2012 relative aux modalités de mise en œuvre de l'article 115 de la loi n°2010-1657 du 29 décembre 2010, et concernant la règle de réduction du droit à l'acquisition de jours d'ARTT, est mise en application le 1<sup>er</sup> janvier 2022 dans le cadre de l'Aménagement du Nouveau Temps de Travail selon les principes décrits dans le Cadre Général du Temps de Travail. Cette circulaire ne s'applique pas aux cycles hebdomadaires de 35 heures, et aux cycles annualisés de 1607 heures ou en dessous.

Considérant que l'application de cette circulaire est prévue comme suit :

- Cycle à 36 heures : une réduction d'un jour de RTT sera appliquée pour 38 jours d'absence pour maladie cumulés sur l'année civile.
- Cycle à 37 heures : une réduction d'un jour de RTT sera appliquée pour 19 jours d'absence pour maladie cumulés sur l'année civile.
- Cycle à 38 heures : une réduction d'un jour de RTT sera appliquée pour 13 jours d'absence pour maladie cumulés sur l'année civile.

Considérant que la journée de solidarité, sera effectuée :

- par la réduction du nombre de jours ARTT, pour les agents qui bénéficient de cycles de travail avec une compensation de jours de RTT ;
- par toute autre modalité permettant le travail de sept heures précédemment non travaillées, à l'exclusion des jours de congé annuel.

Considérant que dans le cadre du nouvel Aménagement du Temps de Travail, l'autorité territoriale se réserve le droit d'étudier la possibilité d'introduire un dispositif de réduction de la durée annuelle de travail servant de base au décompte du temps de travail défini au deuxième alinéa de l'article 1er du décret du 25 août 2000 susvisé pour tenir compte de sujétions liées à la nature des missions et à la définition des cycles de travail qui en résultent dans le respect des règles légales applicables au temps de travail et notamment le décret 2001-623 du 12 juillet 2001.

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 23 novembre 2021.

Je vous demande de bien vouloir :

- **ABROGER** la délibération du Conseil Municipal du 14 janvier 2002 relative à l'aménagement et à la réduction du temps de travail ;
- **INSTITUER** la durée annuelle de travail à 1607 heures à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 ;
- **APPROUVER** les modalités du nouveau Cadre Général du Temps de Travail et autoriser son entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2022 ;
- **ADOPTER** l'ensemble des dispositions précisées par la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 40 voix pour et 4 abstentions : Monsieur EUZIERE (2 voix), Madame ADDAD et Monsieur de FONTMICHEL.

Delibération affichée le **08 DEC. 2021**  
suivent les signatures  
**POUR EXTRAIT CONFORME**  
Le Maire,

